

Un Printemps des luttes pour les services publics



16 mai 2009

Pour le respect des droits de tous, à la santé, à l'éducation, au travail, à la justice, au transport, à la culture,... LES SERVICES PUBLICS NE DOIVENT PAS ÊTRE DES MARCHANDISES!

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une crise qui démontre la faillite totale d'un modèle de société qui tend de plus en plus à se fonder sur la « concurrence libre et non faussée » et la marchandisation de toutes les activités humaines.

Face à cette crise, la satisfaction des besoins de biens communs, de services publics, de politiques publiques tournées, de façon écologiquement responsables, vers l'intérêt général, est la seule réponse qui devrait être apportée pour mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Or la réponse du gouvernement qui considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse, est une vaste opération de destruction des Services Publics, de la Fonction Publique et de leurs fondements.

La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière, comme à toutes les formes de service public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables. Il faudra ainsi payer de plus en plus cher ce qui devrait être accessible à tous.

**NOUS NE L'ACCEPTONS PAS !
NOUS VOULONS UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE !**

Il est temps d'en finir avec des politiques gouvernementales qui font la part belle aux intérêts privés, exonérant les grandes fortunes de leurs contributions fiscales.

La crise appelle à une Convergence des salariés du Public et du Privé, à la fois pour refuser de faire les frais d'une situation dont ils ne sont pas responsables et pour imposer d'autres valeurs, d'autres façons de produire et de répartir les richesses, fondées sur les besoins humains essentiels et définis démocratiquement.

**LE 16 MAI 2009, QUE NOUS SOYONS DU PUBLIC OU DU PRIVÉ, ACTIF
OU RETRAITE, FAISONS DE CETTE JOURNÉE UN MOMENT FORT DE
CONVERGENCE CITOYENNE.**

**LA DÉFENSE, COMME LE MAINTIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DE TOUS
LES SERVICES PUBLICS EST UN ENJEU DE SOCIÉTÉ.
NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS POUR METTRE UN TERME À LA
POLITIQUE DESTRUCTRICE DU GOUVERNEMENT.**

La Poste doit rester publique

Le dossier de la privatisation de La Poste n'a rien de bien original, aussi mauvais que ceux de ses prédécesseurs des Télécommunications ou de l'Énergie, aussi inapte à remplir les missions de service public et plus largement à améliorer la qualité des réponses à l'intérêt général.

Aveuglement, comme pour l'éducation ou la santé, le gouvernement mène pourtant le projet tambour battant, avec les mêmes méthodes de pseudo concertation confiées aux mêmes technocrates qui ont présidé aux

Transformations statutaires et aux privatisations de France Telecom, EDF ou GDF. Cette fois-ci le pouvoir se retrouve devant un comité national qui rassemble largement un cinquantaine d'organisations, majorité des syndicats, pratiquement toute la gauche politique et bon nombre d'associations dont convergence. Le but est clair, faire entendre la vox populi sur la question du service public postal, par le référendum, ou toute autre consultation citoyenne de se prononcer sur le service public qu'ils veulent.

L'accès de tous à la santé est un droit

RETRAIT DU PROJET DE LOI BACHELOT La Sécurité Sociale, l'hôpital public sont des conquêtes sociales majeures, menacés par le projet de loi Bachelot et les décrets qui en découleront.

Les objectifs du gouvernement :

- Privatiser tout ce qui est rentable et faire de la santé un marché.
- Réduire la part des remboursements de la sécurité sociale au profit des assurances privées.

La méthode du gouvernement :

- Creuser le déficit de la Sécurité Sociale (30 milliards d'exonérations de cotisations patronales, auxquels s'ajoutent 40 milliards d'exonérations d'assiette : total 70 milliards par an) pour « justifier » ses réformes et satisfaire le Medef en baissant le coût du travail. Puis comprimer les dépenses pour rétablir l'équilibre des comptes d'ici 2012 !!
- Plan social à l'hôpital : suppression de 30 000 emplois d'ici là.
- Faire gérer l'hôpital comme une entreprise privée avec un directeur patron qui imposera la rentabilité au détriment des malades et fera entrer le privé à l'hôpital.
- Dictature sanitaire par la création d'agences régionales de santé dont le directeur aura tout pouvoir sur tous les secteurs : hôpitaux, secteurs social et médico-social, psychiatrie, caisses de sécurité sociale... Il sera nommé par le gouvernement pour accélérer les
- regroupements, supprimer encore plus de lits (100 000 déjà depuis 1992 –chiffre officiel -), fermer services, hôpitaux et maternités de proximité.

Faire ainsi la place au privé, favorisant les chaînes de cliniques qui font de confortables profits, comme la Générale de santé.

Les conséquences pour les assurés sociaux

- Se soigner sera de plus en plus difficile : les listes d'attente s'allongent, les lieux de soins s'éloignent.
- Se soigner sera de plus en plus cher : les tarifs des complémentaires santé s'envolent, les dépassements d'honoraires explosent.
- Il y aura de plus en plus d'exclus des soins ; on peut craindre des morts.

C'est le système de soins dont les américains ne veulent plus que N Sarkozy veut imposer ! Il y a urgence

Le projet de loi Bachelot a déjà été voté par l'Assemblée nationale.

La discussion au Sénat commence le 11 mai

Personnels, élus, assurés sociaux, ensemble pour le RETRAIT DE LA LOI BACHELOT

Nous ne voulons plus être des « délocalisés-démantelés-déstructurés » !

Depuis quelques années, on assiste à un démantèlement rampant d'administrations publiques, en Ile-de-France comme dans les autres régions : statistique publique, services de l'équipement, de l'éducation, de l'agriculture et des forêts...

La méthode : des annonces brutales de délocalisations ou de restructurations ; une absence totale de concertation ; un mépris insupportable des représentants du personnel, du Parlement et des élus locaux.

Les prétextes : décentraliser, déconcentrer, moderniser, aménager le territoire...

La réalité, c'est l'incapacité des pouvoirs publics à mener une véritable politique de « revitalisation » des territoires frappés par la crise et par les décisions gouvernementales.

C'est l'acceptation, voire la volonté, de laisser dépérir des services publics d'État déjà gravement menacés par les baisses d'effectifs. C'est la tentative de mise au pas ou de privatisation d'organismes publics qui voudraient pouvoir travailler pour l'intérêt général...

Les agents des services directement touchés ont entrepris une réflexion et des actions communes qui concernent aussi, évidemment, les citoyens et les représentants du peuple.

Retraités et services publics...

Tout est dans l'énoncé...Le service public permet à tous les retraités, quelles que soient leurs ressources, leur situation sociale et leur état, de vivre correctement, de se soigner et de finir dignement leur vie. Il organise la solidarité entre toutes les générations et entre toutes les couches sociales.

Mais aujourd'hui le domaine privé ne tolère le domaine public que lorsque ce dernier prend à sa charge les pertes relatives à une solidarité nationale à minima où les coûts des infrastructures. Pour le privé tout est marchandise y compris la perte d'autonomie et la dépendance.

La retraite par répartition doit s'effacer au profit de la retraite par capitalisation jusqu'à en devenir le plus petit dénominateur commun de tous ceux qui n'ont pas, qui n'ont plus et qui n'auront plus les moyens de se payer une retraite décente par capitalisation.

Il est à noter qu'avec les variantes nécessaire, c'est le même processus qui est en cours pour tous les services publics: santé, hôpital, poste, EDF, GDF, etc.

La sécurité sociale, grand service public s'il en est, est mis à mal, voire en péril, au risque de disparaître.

Les retraités ont tout à perdre de cette dérive vers le tout privé.

L'Education , notre avenir

Parents, lycéens, étudiants, personnels, associations sont mobilisés depuis octobre pour défendre et transformer l'école, construire l'avenir de toute la jeunesse. Programmes de l'école primaire, remise en cause des RASED, réforme des lycées, attaque contre l'université et la recherche, la formation des maîtres, le gouvernement veut réduire l'ambition éducative. Moins d'école, plus d'inégalités et de ségrégation : contre ces « réformes » et les suppressions massives d'emplois, les luttes sont fortes de la maternelle à l'université et contraignent le gouvernement à des reculs significatifs. Pour le service public d'éducation, d'autres choix sont nécessaires.

Une réponse à la crise, plus de Services Publics !

"L'Union des Familles Laïques dénonce la déconstruction méthodique des services publics, de la santé, de la protection sociale et de toutes les organisations mutualistes et solidaires construites pour satisfaire les besoins des citoyens et de leur famille.

Il est urgent, il est vital, de faire obstacle à la loi Bachelot et à la privatisation de la poste. En défendant leur emploi, en exigeant le rétablissement des postes et services supprimés, tous les salariés, quel que soit leur statut, défendent leur droit de vivre, celui de leurs enfants et de leurs anciens. Ils défendent une société humaine, pour aujourd'hui et pour demain."

Des réformes contre l'Inspection du Travail au détriment des salariés

La réforme de la fonction publique dite « RGPP », vaste plan de restructuration des services, diminue drastiquement le nombre de fonctionnaires au détriment de la qualité du service rendu au public. Cette politique se conjugue avec la destruction du code du travail et a pour conséquences :

- L'intégration des services du Ministère du Travail (inspection du travail, politique de l'emploi) dans des directions régionales de l'entreprise ayant pour objectif « la régulation du marché du travail en lien avec les besoins de l'entreprise ».
- Des directives du Ministère visant à nous détourner de notre mission de défense des droits des travailleurs, cherchant à nous faire participer à la politique de chasse aux étrangers, à nous imposer des objectifs chiffrés, qui ne sont pas déterminés par les intérêts des salariés (délaissant les questions de durée du travail, de non-paiement des heures supplémentaires, de travail du dimanche...).
- Une rémunération des agents dépendant de plus en plus de leur docilité à contrôler uniquement ce que les ministères demandent.

Une inspection du travail à disposition des employeurs ? Le patronat le voulait, le gouvernement le fait. Luttons ensemble pour la défense de nos services publics !!!